

Résolution sur le dixième anniversaire de la détention de l'éditeur suédois Gui Minhai, emprisonné en Chine

2025/2906(RSP) - 09/10/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 546 voix pour, 3 contre et 44 abstentions une résolution sur le 10e anniversaire de la détention en Chine de l'éditeur suédois Gui Minhai.

Le texte adopté en plénière a été présenté par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew, Verts/ALE et The Left.

Citoyen suédois, Gui Minhai, éditeur et copropriétaire de la maison d'édition Mighty Current à Hong Kong, connue pour publier des ouvrages critiques à l'égard des dirigeants chinois, a été enlevé en Thaïlande en octobre 2015, puis emprisonné en Chine.

En février 2020, Gui Minhai a été secrètement condamné à 10 ans de prison par un tribunal chinois pour «avoir illégalement fourni des renseignements à l'étranger». Gui Minhai se voit toujours refuser tout contact avec sa famille, ce qui suscite de vives inquiétudes quant à son état de santé après une décennie de détention.

Le Parlement a réitéré son appel en faveur de la libération immédiate et inconditionnelle de Gui Minhai. Les autorités chinoises sont invitées à :

- lui permettre d'accéder immédiatement à des soins médicaux indépendants de son choix, ainsi qu'à voir sans entrave sa famille, un représentant légal de son choix et des fonctionnaires consulaires;
- mettre fin à la censure, au harcèlement et à l'intimidation des éditeurs, des écrivains, des journalistes et des universitaires;
- mettre fin à la pratique des détentions arbitraires et des aveux forcés, et libérer immédiatement toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs libertés fondamentales, y compris les avocats, les journalistes, les artistes, les représentants des minorités et les défenseurs des droits de l'homme.

La résolution appelle le SEAE, la Commission et les États membres à continuer de soulever son cas à tous les niveaux des relations entre l'UE et la Chine, à garantir la protection des citoyens de l'UE à l'étranger, et exhorte la Chine à libérer Gui Minhai et à fournir des informations sur son état et sa localisation.

Enfin, les députés ont vivement exhorté la Chine à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.